

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DECISION N° M_DEC2301_009

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU

- - La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- - Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- - le décret n° 2008-277 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- - le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- - l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents ;
- - la décision DE1809IN1-1F du 7 septembre 2018 portant création de la régie d'avances auprès du service finances pour le paiement de dépenses de fonctionnement ;
- - la décision DE1912IN1-1F du 5 novembre 2019 portant modification de la régie d'avances ;
- - l'avis conforme du comptable public en date du 26 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de ne plus faire la différence entre les paiements en numéraire et ceux en carte bancaire car ces deux types de règlement sont sur le compte bancaire dft-net de la régie.

DÉCIDE :

- **D'uniformiser le montant maximum de l'avance consentie à 3 500 €.**
- **D'autoriser Monsieur le Maire à prendre cette décision**

Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**